désirer par la présence d'Ismet pacha, qui a été parfaitement secondé par son chef de police. Pas le moindre vol, pas de désordre; chacun, après avoir fait ses affaires en toute sécurité, est reparti pour son pays, parfaitement satisfait.

Comme toujours, on a eu beaucoup à se plaindre des douaniers qui ont acheté le droit d'exploiter la douane durant cette foire, droit qu'ils ont payé 430[illegible]m. piastres.

Une innovation bien rassurante pour tout le monde, à la foire, a été la présence de 4 excellentes pompes à incendie, apportées de Philippopoli par Ismet pacha, et qui ont stationné durant la tenue de la foire, dans la cour de la mosquée, qui est le centre des divers tzarsis, prêtes à agir au premier signal.

Des firmans sont arrivés ici, comme à Philippopoli, pour le recrutement des troupes nécessaires à remplir les vides que le dernier licenciement des soldats ayant fini leur temps de service, a occasionnés dans l'armée.

**SALONIQUE**, 3 *octobre*. — La lecture et la publication du firman impérial portant la nomination de Riza pacha au gouvernement général de la province de Salonique, a eu lieu samedi dernier, trois jours après l'arrivée de ce muchir. Comme d'usage, l'artillerie forts excelle de mer ont fait chacune un salut de 19 coups de canon. Riza pacha loge provisoirement chez le mirimiran Youssouf pacha, jusqu'à ce que les appartemens qui lui sont destinés au palais du gouvernement, soient convenablement réparés et meublés pour l'y recevoir. Les affaires courantes sont cependant expédiées au Pacha-Capoussy où Riza pacha se rend pendant le jour; hier, pour la première fois, il a assisté à la présidence du conseil.

La majeure partie des consuls sont déjà allés faire leur première visite officielle à Riza pacha, qui a entretenu la conversation avec beaucoup d'affabilité. Ce fonctionnaire a assuré à ces Messieurs qu'il donnerait cours avec zèle aux affaires de leurs sujets respectifs, et qu'il n'aurait rien de plus à cœur que d'être utile au pays et à ses habitans.

Le tyroscaphe du Lloyd autrichien partant demain pour Constantinople, prendra passage le général Mouravieff, chambellan de S. M. l'Empereur de Russie, arrivé dimanche dernier à Salonique, et venant de Mont-Athos où il est allé faire ses dévotions visiter les monastères et consulter les manuscrits anciens qui s'y trouvent. M. le commandeur Mustoxidi, consul de Russie en cette ville, n'a rien négligé pour être agréable au noble voyageur.

De l'intérieur, aucune nouvelle saillante. On continue à se plaindre de la mastère dont les pachas de Larisse et d'Ucküb traitent les affaires courantes.

Neuf jours de perdus pour le commerce à Salonique à cause des fêtes bulgares du «Sakkod.» Un tiers de la population de la ville, appartenant à cette nation, les affaires ne peuvent que chômer nécessairement. Mardi de la semaine prochaine finissent les fêtes juives, et la ville prendra alors son animation ordinaire.

*Du 4.* — Le «*Saoun Bahris*», tyroscaphe ottoman, qui devait partir hier, a été retardé jusqu'à aujourd'hui et partira dans la matinée ainsi que le *Makmoudié*, vapeur du Lloyd autrichien.

Rien de nouveau depuis hier.

**ATHÈNES**, 28 *septembre*. — S'il faut en croire aux bruits qui circulent, M. Métaxa se remettrait sur les rangs pour avoir la direction de la haute administration du pays, et l'on prétend même qu'il est à la veille de former un ministère composé en entier de membres de son parti. On est cependant assez généralement d'avis que s'il y a modification du cabinet actuel, elle ne sera que partielle, et l'on pense, depuis quelque temps, que M. Christidès, ministre de l'intérieur, comme devant avoir très incessamment un successeur plus propre à la gestion des intérêts de l'état. Les partisans de M. Métaxa, pour la réussite de leurs projets, comptent beaucoup sur le refroidissement passager survenu entre la S. Porte et le cabinet de St-Pétersbourg.

Quant aux hommes sages, (il n'en trouve même en Grèce) ils pensent que les affaires s'arrangeront à l'amiable et nous partageons leur opinion sur ce point comme sur tant d'autres.

Le brigandage ayant apparu de nouveau sur les frontières, le major Tzinos a été réintégré dans ses anciennes fonctions. Ce n'est que la sévérité de cet homme qui peut en venir à bout, les chefs des troupes qui se trouvent sur les frontières répugnant à remplir cette tâche, et quelquefois, faisant, dit-on, cause commune avec les coupables.

M. Constantin Schinas vient d'être nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Grèce au Allemagne.

S. M. la reine, qui devait s'embarquer à bord du bateau à vapeur *Othon*, à Trieste, et qui était attendue ces jours derniers à Athènes, a dû changer de direction, à cause d'un cas de choléra qui a eu lieu sur ce steamer.

Une centaine de familles de Venise et d'autres endroits sont arrivées à Patras. Le nombre des réfugiés a tellement augmenté en Grèce, que les habitans de ce pays ne savent presque plus que faire, dans l'impuissance de secourir tant de malheureux.

Parmi les réfugiés on remarque quatre membres de l'ex-Diète de Hongrie.

La princesse Belgiojoso, actuellement citoyenne américaine, se trouve aussi à Athènes.

## NOUVELLES D'EUROPE.

### FRANCE.

*(Paris, 20 septembre.)*

Les préoccupations causées par les affaires de Rome disparaissent peu à peu. On comprend, on sent que, malgré les nombreuses difficultés qui existent encore, la solution sera pacifique. Aussi ni les masses, ni les gens éclairés, ni le commerce, ni la Bourse ne s'effraient plus des affaires de Rome.

---

On a quelque souci de la manière dont se passera le procès de Versailles. On ne craint pas des troubles matériels sérieux. Mais on redoute l'effet que pourrait produire dans le public, surtout dans les masses populaires, une défense astucieuse et scélérate de la part des accusés, si on leur laissait prendre aux débats la situation dont ils menacent, et le ton hautain qui règne déjà dans les paroles et les lettres de quelques-uns d'entre eux. Pour détourner l'attention de la conspiration dont l'affaire de Rome n'était que le prétexte, on dit qu'ils veulent se porter accusateurs et soutenir que l'expédition d'Italie leur donnait le droit de faire ce qu'ils ont fait. La couleur libérale prise récemment par la lettre du président servira puissamment à amortir cette attaque, et l'on peut croire que la diplomatie ne méconnaîtra pas l'importance d'enlever aux anarchistes une des armes dont ils voudraient se servir.

---

On nous assure, dit l'*Opinion publique* du 18 septembre, que dans le conseil des ministres qui s'est prolongé hier pendant plusieurs heures, la majorité s'est ralliée ou résignée à la pensée d'adopter et de soutenir la lettre du président de la république à Edgar Ney.

---

On écrit de Toulon, le 15 septembre, au *Journal des Débats* :

« La corvette à vapeur le *Lavoisier*, commandée par M. Brignac, capitaine de frégate, partie de Civita-Vecchia le 11, avec huit passagers militaires, dont quelques officiers, avec la correspondance et 14,000 bombes, a mouillé sur notre rade.

« Les nouvelles arrivées par ce steamer sont assez vagues; elles s'accordent cependant sur un point, c'est que notre armée se trouve maintenant, sous tous les rapports, dans de meilleures conditions que par le passé. Quant aux négociations qui se poursuivent à Naples, où, dit-on, le Pape en est moins-elles sont toutes secrètes; mais le silence gardé, soit à Rome, soit à Civita-Vecchia, indique suffisamment que l'on n'a encore aucun résultat important à annoncer.

« On disait que le Pape paraissait décidé à porter la question romaine devant les divers gouvernemens européens; et que les représentans à l'étranger avaient dû être avertis de cette détermination.

« Le calme le plus complet règne dans notre port, et le bruit du prochain envoi de renforts considérables à l'armée d'Italie, puis en circulation ces jours derniers, est tombé de lui-même. On ne fait absolument aucun préparatif, et nous sommes encore à nous demander quels sont les motifs qui ont pu porter le gouvernement de la République à contremander l'expédition projetée contre le Marocq, et à ne pas et même où elle se disposait à prendre la mer. »

---

M. de Falloux, ministre de l'instruction publique est gravement malade. Il est sérieusement question de lui donner un successeur.

### ANGLETERRE.

*(Londres, 18 septembre.)*

Les nouvelles du cap de Bonne-Espérance annoncent que le conflit qui y a surgi entre les habitans et le gouvernement au sujet de l'introduction des déportés, prend un caractère de plus en plus sérieux. Les premiers refusent formellement d'admettre les déportés dans la colonie. Ils ont pris dans de nombreux meetings des résolutions extrêmement énergiques, et l'on est curieux de savoir si le gouvernement persistera dans son projet.

On lit à ce sujet dans le *Globe* que, l'amiraulé a donné l'ordre de préparer au plus vite le steamer l'*Hécate* pour transmettre des dépêches au Cap. On présume qu'elles contiennent les décisions ultérieures du gouvernement dans cette grave question.

---

Le calme paraît renaître au Canada, du moins on ne signale aucun fait digne de remarque qui s'y soit accompli dans la dernière quinzaine. Une circonstance légère en elle-même, mais qui semble confirmer cette appréciation, c'est la visite faite le 2 septembre à Montréal par le gouverneur-général, lord Elgin. Depuis les insultes publiques dont il avait été l'objet au mois d'avril dernier, il n'avait pas reparu dans cette ville.

Le *Morning-Advertiser* fait les réflexions suivantes sur la politique que le gouvernement français doit suivre dans ses relations extérieures :

« Non seulement le ministère actuel est obligé d'adopter sans hésiter une politique libérale dans les relations de la France avec l'étranger, mais le président s'est lié corps et âme à la politique que sa lettre au colonel Edgard Ney indique si nettement. Les ministres peuvent se retirer, et sans doute ils se retireront; mais par un acte de sa volonté il s'est enchaîné à certains principes dont il ne saurait désormais abandonner l'application pratique. Tout abandon de la politique développée dans la lettre, du tout indirect dans lequel on l'abandonnerait, lui serait funeste: ce serait le coup de la mort pour sa présidence; il tomberait du faîte de la puissance où il est en ce moment.

« En conséquence, quels que soient les changemens qui puissent survenir dans les personnes composant son ministère, la politique de la France, tant qu'il sera président, devra être celle qui est si clairement exposée dans cette mémorable lettre. Ainsi l'importance de ce document, bien qu'il ne soit pas long, ne saurait être trop appréciée; et cette importance n'est point bornée à la France: elle s'étend incontestablement à l'Angleterre, à l'Europe, au monde civilisé. La France s'alliera maintenant avec l'Angleterre comme elle ne l'a jamais fait; son amitié sera sincère. La coopération avec elle pour toutes mesures ayant pour objet le progrès des principes populaires au dehors sera cordiale, et la France et l'Angleterre, agissant ainsi de concert, pourront déjouer les intrigues et projets des amis du despotisme soit à l'intérieur soit à l'étranger. »

### AUTRICHE.

On lit dans le *Courrier de l'Allemagne orientale* :

« Nous apprenons que l'Autriche soumettra dans le plus bref délai un projet de constitution pour l'Allemagne; la fin de la guerre hongroise et italienne a mis fin également à la situation dilemmatique où l'Autriche se trouvait placée jusqu'à présent. Le gouvernement a maintenant les coudées franches, et nous sommes curieux d'apprendre quelle attitude il prendra dans la question allemande. »

---

On prétend, lit-on dans le *Correspondant de Nuremberg*, que le maréchal Radetzky sera nommé gouverneur de royaume lombardo-vénitien, le feldzeugmestre Haynau commandant en chef des troupes de ce royaume, et le feldzeugmestre Hess ministre de la guerre.

---

Le *Correspondant autrichien* publie deux lettres très intéressantes du général Gœrgey, adressées, l'une au général russe Rüdiger, l'autre au général Klapka. La première contient les offres de soumission du chef hongrois; elle est ainsi conçue :

« Général,

« Vous connaissez sans doute la triste histoire de ma patrie; je vous épargnerai donc la fatigante répétition de tous ces événemens qui se sont enchaînés d'une manière si fatale et qui nous ont poussés tous les jours plus avant dans une lutte désespérée, d'abord pour nos libertés, et ensuite pour notre existence. La meilleure, et j'ose le dire, la plus grande partie de la nation n'a pas cherché à la légère cette lutte; mais après y avoir été entraînée par ses rapports avec un grand nombre d'hommes honorables qui n'appartiennent pas à cette nation, elle a persévéré dans cette lutte honnêtement, fermement et non sans succès.

« La politique de l'Europe a exigé que S. M. l'Empereur s'allât à l'Autriche pour nous vaincre, et rendit impossible un combat plus long pour notre propre Constitution. C'en est fait. Beaucoup de bons, de vrais patriotes hongrois l'avaient prévu et l'avaient prédit. L'histoire dira un jour ce qui engagea la majorité du gouvernement provisoire à fermer l'oreille à ces avertissemens. Ce gouvernement n'existe plus. Au moment des plus grands dangers il s'est montré le plus faible.

« Quant à moi, homme d'action, et dont, j'ose le dire, les œuvres n'ont pas été stériles, j'ai reconnu aujourd'hui que ma résistance ultérieure ne saurait être inutile et funeste pour la Hongrie, comme je l'avais reconnu du commencement de l'intervention russe; j'ai donc invité le gouvernement provisoire à se démettre de son pouvoir, son existence rendant le sort de la Hongrie de jour en jour plus déplorable. Le gouvernement provisoire a reconnu cette vérité, et il a abdiqué de son propre gré et résigné ses pouvoirs entre mes mains.

« Je profite de cette circonstance, selon ma conviction, pour éviter une effusion de sang, pour délivrer mes paisibles concitoyens, que je ne saurais plus défendre, des horreurs de la guerre; je mets bas les armes, et par cette démarche je donne peut-être l'impulsion à tous les chefs de corps hongrois séparés de moi, pour agir de même dès qu'ils auront reconnu que tout maintenant ce qu'il y a de mieux pour la patrie et la Hongrie.

« En agissant ainsi, je mets ma confiance dans la générosité bien connue de S. M. le Czar, et je me plais à espérer qu'il n'abandonnera pas à leur triste sort tant de mes braves compagnons d'armes qui, autrefois officiers dans l'armée autrichienne, se sont trouvés entraînés par les circonstances dans une guerre contre l'Autriche; j'aime à croire qu'il ne livrera pas les peuples de la Hongrie, accablés sous le poids du malheur, à l'avengle soif de vengeance de leur ennemi.

« Il suffirait peut-être que je fusse la seule victime expiatoire pour tout.

« J'adresse cette lettre à vous, général, parce que c'est vous qui m'avez le premier donné des preuves de considération qui ont gagné ma confiance.

« Hâtez-vous donc, général, si vous voulez empêcher l'effusion du sang, de procéder à la triste cérémonie du désarmement dans le plus bref délai, mais veuillez prendre toutes les mesures nécessaires pour que cet affligeant spectacle n'ait d'autres témoins que les troupes de S. M. l'Empereur de Russie, car, je le déclare solennellement, j'aimerais mieux laisser anéantir tout mon corps dans un combat désespéré contre les forces les plus disproportionnées, que de mettre bas les armes sous condition devant les troupes autrichiennes.

« Demain 12 août je marche à Vilagos; après-demain 13, à Boros-Jenö; le 14 je serai à Beel. Je vous désigne ces endroits, général, afin qu'on vous puissiez vous trouver avec vos troupes entre mon corps et l'armée autrichienne, pour me cerner de tous côtés et me séparer d'elle.

« Dans le cas où cette manœuvre ne réussirait pas, dans le cas où l'armée autrichienne me serrerait de trop près, je chercherai à la repousser et me dirigerai sur Grosswardein pour rejoindre sur cette route l'armée russe, la seule devant laquelle mon corps est disposé à remettre volontairement ses armes.

« J'attends, général, votre réponse dans le plus bref délai, et je termine ma lettre en vous exprimant l'assurance de ma considération sans bornes.

« Alt-Arad, le 11 août 1849, à neuf heures du soir.

« ARTHUR GŒRGEY, *m. p., général hongrois.* »

Voici la lettre adressée au général Klapka :

« Grosswardein, le 16 août 1849.

« Cher ami Klapka, depuis que nous nous sommes quittés, il s'est passé des choses non pas inattendues, mais décisives. J'éternelle démonin du gouvernement provisoire, et la plupart vaigue de quelques-uns de ses membres ont *heureusement* amené les choses au point que je prévoyais déjà au mois d'avril.

« Lorsque j'eus passé la Theiss à Tokay, après quelques brillans combats contre les Russes, la Diète exprima le désir de me voir prendre le commandement en chef. Kossuth en secret nommé Bem; cependant le pays s'attendait à ma nomination, car Kossuth avait donné à la Diète une réponse jésuitique. Cette tourberie fut la source de tout le mal arrivé depuis. Dembinski fut battu à Szoreg. Bem mis en déroute à Maros-Vasarhely; il se réfugia sous Temeswar, où Dembinski se retirait également; il arriva au moment même de la bataille, qui, par suite, qui tournait mal, rétablit les affaires pour quelques heures, mais fut à son tour battu à tel point que, d'après Kossuth, sur 50,000 hommes il n'en restait que 6,000 réunis et capables de résistance; tout le reste, comme me le dit Vecsey, avait été dispersé.

« Les Russes, après la bataille, les Autrichiens pénétrèrent entre Temeswar et Arad. Le ministre de la guerre avait ordonné à Dembinski de se retirer, comme la raison le commandait, sur Arad, ville fortifiée, et non pas Temeswar, qui était au pouvoir de l'ennemi. Dembinski a fait tout le contraire. Pourquoi? Pour avoir le dire; mais il y a des données suffisantes pour croire que c'est par jalousie contre moi.

« Le résultat de tout cela fut que, réduit aux seules forces avec lesquelles j'avais quitté Comorn, et en ne déduisant encore les pertes éprouvées à Waitzen, à Resag, à Szolnok, à Ipolika, à Kesthely et Debreczin, je restai isolé et menacé au sud par les Autrichiens et au nord par toutes les forces russes. J'avais encore, il est vrai, une issue du côté d'Arad, par Radna, dans la Transylvanie; mais par égard pour mon pays, auquel j'ai voulu à tout prix épargner la ruine, je me suis décidé à mettre bas les armes. Avant de le faire, j'invitai le gouvernement provisoire à reconnaître qu'il ne pouvait plus rien pour le bien du pays, qu'il ne ferait que le plonger encore davantage dans le malheur, et qu'il devait abdiquer. Le gouvernement provisoire a reconnu cette vérité, et il a déposé le pouvoir civil et militaire entre mes mains; sur quoi j'ai pris une résolution prompte, il est vrai, et cependant bien arrêtée, de déposer sans conditions les armes devant l'armée russe.

« Les officiers les plus braves de mon corps ont approuvé mon avis, et les détachemens les plus voisins de la forteresse d'Arad se sont joints aussitôt à moi. Arad, où commande Damianich, a décidé vouloir en faire autant.

« Jusqu'à ce moment nous sommes traités comme de braves soldats devraient l'être par des braves. Réfléchis à ce que tu peux et à ce que tu dois faire.

« ARTHUR GŒRGEY. »

### ALLEMAGNE.

#### PRUSSE.

*(Berlin, 18 septembre.)*

M. de Schleinitz, ministre des affaires étrangères, a communiqué le 16 septembre à la 1re chambre les documens relatifs à l'armistice danois, communication qu'il a accompagnée des remarques suivantes:

« Je suis en état de présenter aujourd'hui à la 1re chambre les négociations concernant les préliminaires de la paix et de l'armistice avec le Danemark. Les négociations qui ont eu lieu entre l'Allemagne et le Danemark au sujet des rapports politiques des duchés de Schleswig et de Holstein ont rencontré de grandes difficultés, qui avaient leur première origine dans la nature compliquée des choses. Comme d'ailleurs, immédiatement après le traité d'armistice de Malmo, la probabilité d'arriver à une solution pacifique disparaissait de plus en plus, on s'efforça longtemps à Londres de trouver un moyen convenable pour conclure la paix. De ces efforts sortirent les offres de médiation de l'Angleterre. Des difficultés que le gouvernement du roi ne parvint pas à lever le décidèrent à prendre lui-même en mains les négociations et d'en transférer le siége à Berlin.

Les devoirs de la Prusse vis-à-vis d'elle-même et de l'Allemagne consistaient à obtenir ce qui était dans les limites du possible, mais en même tems à ne pas compromettre la paix européenne. On ne saurait nier que la Prusse n'ait rempli ces devoirs.

« Indépendamment des préjudices que la guerre causait à la Prusse par suite du terrain sur lequel elle faisait, le gouvernement du roi dut prendre en considération des intérêts politiques supérieurs qui étaient blessés. La Prusse et l'Allemagne se trouvaient dans une situation toute-à-fait isolée. Aussi la Prusse devait-elle s'attacher à prévenir un conflit européen, en égard surtout aux graves embarras de l'intérieur, et il était de son devoir de tenter tous les moyens pour arriver à ce but. Le gouvernement crut avoir trouvé un pareil moyen dans les offres de médiation de l'Angleterre. Il offrit au Schleswig une administration séparée de celle du Holstein, mais indépendante en propre. Ce but, qui avait été la cause du mouvement, a été atteint, et le Danemark a accordé l'union si importante des duchés, laquelle repose sur des intérêts communs. Ainsi dans le traité il a été tenu compte de tout ce qui était dans le domaine du possible, et le gouvernement peut se flatter que les duchés mêmes lui rendront justice. Si la Prusse s'est vue dans la nécessité de prendre directement en main les négociations et de traiter à elle seule, elle a cependant rempli son devoir à l'égard des états allemands ses alliés, en les invitant à adhérer au traité. »

#### BAVIÈRE.

*(Munich, 18 septembre.)*

La *Nouvelle Gazette de Munich*, journal semi-officiel, publie l'article suivant :

« Plusieurs feuilles bavaroises reproduisent, d'après le *Journal allemand de Francfort*, une déclaration faite par le gouvernement bavarois en réponse à une demande adressée par le ministre de Prusse touchant l'accession de la Bavière à l'alliance des trois royaumes. Nous aussi, nous croyons devoir communiquer ce document à nos lecteurs, en faisant observer que cette déclaration n'est pas notre, et que, comme le ministre de Prusse a adressé deux demandes, il y a eu de la part du gouvernement bavarois deux réponses, dont la plus détaillée contient le refus motivé de la Bavière d'adhérer à l'alliance des trois royaumes. Dans quelques jours, le ministère communiquera aux chambres bavaroises réunies sur la question allemande, et nous nous empresserons de les porter à la connaissance de nos lecteurs. Voici teneur de la déclaration mentionnée plus haut:

« L'envoyé de Prusse a exprimé le 27 du mois passé, au nom de son gouvernement, le désir présumant de recevoir le plus tôt possible du gouvernement bavarois une déclaration par écrit en réponse à l'invitation qui lui a été adressée d'accéder à l'alliance du 26 mai de cette année et au projet d'une constitution allemande, annexé à ce traité d'alliance. Déjà à l'issue des conférences qui ont eu lieu à Berlin, et dont est sortie l'alliance du 26 mai de cette année, le ministre de Bavière a cru devoir refuser son adhésion à cette alliance. Dans la note que le soussigné l'a adressée le 3 juillet de cette année à M. le comte de Brandebourg, président du conseil des ministres en Prusse, en se référant aux négociations auxquelles il a pris part lui-même à Berlin, il a également déclaré qu'il n'était pas dans le cas de prononcer l'accession de son gouvernement. Depuis, le gouvernement bavarois a attendu pour voir s'il y aurait quelque perspective d'écarter les points divergens qui s'avaient pu l'être par les dites négociations. Cette perspective paraît être enlevée par la manière dont la convention du 26 mai a été communiquée aux deux chambres prussiennes par le gouvernement prussien.

« En conséquence, le soussigné est autorisé par son gouvernement à déclarer qu'il ne peut accéder à l'alliance du 26 mai de cette année, ni accepter sans modifications le projet d'une constitution allemande qui y est annexé.

« Le soussigné saisit avec plaisir cette occasion pour réitérer l'assurance de sa considération distinguée. »

« Munich, le 8 septembre 1849.

« VON DER PFORDTEN. »

### ESPAGNE.

On écrit de Madrid au *Times*, 11 septembre :

« Un journal ministériel assure que M. Bravo Murillo a soumis ses plans financiers au conseil des ministres. M. Murillo propose diverses réformes qui toutes ont été approuvées par ses collègues. Il compte pouvoir réduire les dépenses de l'état et établir l'équilibre dans le budget, qui sera soumis aux cortès immédiatement après leur réunion. »

### PAYS-BAS.

*(La Haye, 18 septembre.)*

Le roi Guillaume III a fait le 16 septembre, en personne, l'ouverture de la session ordinaire des Etats-Généraux. Voici le discours de S. M. :

« Messieurs,

« Je me réjouis de vous voir de nouveau réunis autour de moi, cette fois pour, de la place qu'à occupé si dignement mon auguste père, dont la mémoire restera impérissable, ouvrir à vos nouveaux travaux une nouvelle session dans laquelle vous serez appelés à vouer avec moi votre sérieuse attention aux intérêts les plus chers de la patrie, et à poursuivre l'exécution de la loi fondamentale que, dans notre précédente réunion, nous avons réciproquement jurée.

« Il y a lieu de nous réjouir de la situation favorable de nos affaires intérieures et extérieures, laquelle n'a fait que s'améliorer depuis le moment où je pris les rênes du gouvernement.

« Nous sommes en paix et en bonne intelligence avec toutes les puissances. Les troubles qui bouleversent les autres pays n'ont point franchi notre frontière, et les deux seuls qui étaient en quelque sorte les autres Etats les uns des autres nous sont restés étrangères. Nous entretenons avec tous des relations parfaitement amicales. Les embarras dans lesquels nous craignions précédemment de devoir user du pouvoir d'être engagés, en ce qui concerne le Limbourg, ont été heureusement détournés dans la protection des traités. Nous avons l'espoir fondé que cette situation, basée sur le droit, ne recevra qu'une consolidation ou une solution également équitable.

« La victoire remportée par la bravoure de nos troupes de terre et de mer à Hall nous coûte plusieurs combattans distingués, et nous avons surtout à déplorer la perte d'un excellent général; mais au prix de ce sacrifice, le respect de notre domination, la tranquillité et l'ordre sont assurés dans l'archipel indien.

« La marine a rendu d'inappréciables services qui doivent également profiter à nos possessions des Indes occidentales.

« L'armée m'a donné de grands sujets de satisfaction.

« Mes compatriotes bien-aimés jouissent de toute la prospérité désirable. La récolte a été abondante. Le commerce a repris son activité. Les fabriques ont fourni, surtout dans l'Exposition qui a eu lieu récemment, des preuves remarquables de leurs heureux développemens. La vente de notre production coloniale a donné des bénéfices qui, joints aux résultats assez satisfaisans des impôts et aux réductions considérables introduites dans les dépenses publiques, ont fortement contribué à améliorer la situation des finances du pays. Cependant la non-réussite partielle d'une seule branche de la production agricole, et les nombreuses victimes enlevées par une épidémie dangereuse, ont été pour nous un sujet de chagrin et de douleur. L'une et l'autre cependant paraissent diminuer.

« Dans ces circonstances favorables, vous vous êtes, Messieurs, rendus ici pour vouer de nouveaux soins sollicitude aux affaires du pays. De nombreux, d'importans travaux prescrits par la Constitution elle-même, et réclamés par les circonstances, vous attendent.

« Ces travaux ne seront pas restreints à l'examen et à l'appréciation des projets de loi que la Loi fondamentale modifier exige. Vous devez également vous occuper de la création d'un nouveau budget des dépenses et des recettes du royaume; de questions importantes touchant aux intérêts matériels de la nation; vous aurez également à examiner les mesures qui, en prévoyant du développement actuel de la politique commerciale de l'Europe, seront jugées convenables et utiles, en vue d'encourager la navigation et le commerce, de rétablir ou d'améliorer les sources principales de la prospérité nationale, et, si cela se peut, d'en ouvrir de nouvelles.

« Dans ce but, je désire que vous procédiez avec ardeur et fermeté; dans ce but, j'invoque votre coopération, votre union, votre sollicitude impartiale.

« Le bonheur et la prospérité de ce peuple ne sauraient dans nous encourager à le bien-être, dépendent pour un grand nombre d'années des actes que, dans les circonstances importantes du moment, nous poserons dans ce sens d'un commun accord.

« Que la patrie recueille les fruits bienfaisans de nos travaux.

« Que le Tout-Puissant, qui dispose de nos destinées, nous couvre de sa bénédiction.

« C'est avec ces sentimens et ces vœux dans le cœur que je déclare ouverte la session des Etats-Généraux. »

---

Le roi qui, contrairement à l'usage suivi par ses prédécesseurs, s'est rendu en voiture découverte à la partie de l'ancien palais du Binnenhof, occupé par les Etats-Généraux, a été accueilli pendant tout le parcours du cortège par les acclamations d'une foule compacte.